

ARRETE SUPPRESSION SENS INTERDIT

Le Maire de SOMMANT,

Vu, l' article L2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les articles L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2213-4, L2213-5, L2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que l'intersection de la VC 12 et VC 13 ne représente plus un danger pour les utilisateurs,

A R R E T E

Article 1: L'arrêté en date du 11 octobre 1972 concernant l'implantation d'un sens interdit est abrogé.

Article 2 : Les services municipaux sont chargés de l'enlèvement de la signalisation.

Article 3 : Monsieur le Sous-Préfet d'Autun et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SOMMANT, le 08 octobre 2009,

Le Maire,

Jean-Baptiste PIERRE